

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Economie

Pour l'OCDE, la France décroche

L'OCDE a légèrement relevé sa prévision de croissance mondiale pour 2026, à 2,9%, malgré le choc énergétique lié à la guerre au Moyen-Orient. Mais la France fait figure de mauvais élève. L'économie ... • (Page 08)

Intelligence Artificielle

Les femmes laissées en marge d'une révolution qui façonne l'avenir
Alors que le débat public se concentre souvent sur les menaces que l'intelligence artificielle (IA) pourrait ... • (Page 09)

Échanges avec des partenaires institutionnels et financiers

• (Page 03)

Mission stratégique de la BOAD au Canada et aux Etats-Unis



UMOA

• (Page 04)

L'activité économique reste dynamique au 2ème trimestre 2026

Entrepreneuriat féminin

Le RISAT lance un appel à candidatures pour 90 femmes au Togo

Le Réseau des Incubateurs et Structures d'Accompagnement du Togo (RISAT) et trois de ses membres lancent un ... • (Page 02)

Togo

La HARC veut mettre de l'ordre dans l'espace numérique

Au Togo, la Haute Autorité de Régulation de la Communication (HARC) veut renforcer l'encadrement de l'espace numérique. L'institution ... • (Page 04)

Nigeria

La Banque centrale abaisse le taux directeur à 23 %

En février 2026, le Comité de politique monétaire de la Banque centrale du Nigeria (CBN) avait abaissé son taux directeur à 26,50 %, avant de le maintenir à ce niveau au ... • (Page 06)

Bas-Mono

Le collège des notables installé à Attitogon

Le collège des notables du canton d'Attitogon, chef-lieu de la commune Bas-Mono 2, a été installé, le samedi 19 septembre dans la localité. La cérémonie... • (Page 11)



REBRAND YOUR LEADERSHIP

Thème :

LEADERSHIP ET L'IA : COMBINAISON D'INNOVATION, DE GOUVERNANCE ET DE COMPÉTITIVITÉ POUR LES ENTREPRISES ET ORGANISATIONS AFRICAINES ?

5 DÉC 2026 | HÔTEL SAKAWA (LOME) | 6ème ÉDITION

+228 92860146 / +229 01 97 21 69 94 | rebrandyourleadership@senakpon.com



Entrepreneuriat féminin

Le RISAT lance un appel à candidatures pour 90 femmes au Togo

Le Réseau des Incubateurs et Structures d'Accompagnement du Togo (RISAT) et trois de ses membres lancent un programme d'incubation destiné à 90 femmes entrepreneures. Pendant six mois, les bénéficiaires bénéficieront d'un accompagnement destiné à renforcer leurs compétences, structurer leurs entreprises et soutenir leur croissance.

● Vivien Atakpabem

Un programme dédié aux femmes entrepreneures. Le Réseau des Incubateurs et Structures d'Accompagnement du Togo (RISAT), en partenariat avec trois de ses Structures d'Accompagnement à l'Entrepreneuriat (SAE) membres — MIAWODO, INNOV'UP et Couveuse PAPRICAI — ouvre un appel à sélection pour 90 femmes entrepreneures au Togo. L'initiative s'inscrit dans une démarche d'incubation axée sur le genre et la durabilité, avec pour ambition d'accompagner les entrepreneures dans la consolidation et le développement de leurs activités. Les femmes intéressées sont invitées à consulter l'appel afin de prendre connaissance des critères d'éligibilité, des conditions de participation et des modalités de candidature.

Six mois d'accompagnement entrepreneurial

Durant les six mois du programme, les bénéficiaires auront accès à différents dispositifs d'accompagnement destinés à renforcer leurs capacités et à favoriser le développement de leurs entreprises. Le programme prévoit notamment du coaching entrepreneurial, ainsi que des formations consacrées à la gestion et au développement des entreprises. Un appui sera également apporté à la structuration et à la croissance des activités. Les participantes seront par ailleurs accompagnées dans l'élaboration de leur stratégie et de leur vision entrepreneuriale. La mise en réseau et les opportunités de collaboration figurent également parmi les axes du programme.

Une approche qui intègre les enjeux de genre

L'une des particularités de l'initiative réside dans son approche « Genre & Business », à travers la mé-



thode SyGeB – Syndrome Genre & Business. Cette démarche vise à prendre en compte les réalités liées au genre et leur influence sur le parcours entrepreneurial des femmes. Elle entend ainsi intégrer, dans l'accompagnement, les différents facteurs susceptibles d'influencer le développement des entreprises dirigées par des femmes. Certaines activités pourront également associer les conjoints des bénéficiaires, afin de favoriser une meilleure compréhension des enjeux liés à l'entrepreneuriat féminin et de contribuer à créer un environnement familial plus favorable au développement des activités économiques.

Renforcer l'autonomie économique des femmes

Au-delà du développement des entreprises, le programme entend contribuer au renforcement de l'autonomie économique des femmes. L'accompagnement proposé doit permettre aux participantes d'améliorer leurs compétences, de mieux structurer leurs activités et de disposer d'outils pour envisager leur croissance sur des bases plus solides. L'ini-

tiative repose ainsi sur une approche qui associe développement entrepreneurial, accompagnement personnalisé, réseautage et prise en compte des réalités de genre.

Les candidatures attendues avant le 30 septembre

Les femmes entrepreneures intéressées doivent prendre connaissance de l'appel afin de vérifier leur éligibilité et les modalités de participation. La date limite de candidature est fixée au 30 septembre 2026 à 17 heures. Le programme bénéficie du soutien technique et financier d'IYBA WE4A, un partenariat réunissant l'Union européenne, l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OACPS) et le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ). Sa mise en œuvre au Togo est assurée par la GIZ. À travers cette initiative, le RISAT et ses partenaires entendent contribuer au développement de l'entrepreneuriat féminin et à une participation accrue des femmes à la création de valeur et à l'activité économique au Togo.

AUX DÉCIDEURS ...

Transformation concrète

Le Togo affiche des indicateurs économiques encourageants, avec une croissance projetée à 6,3 % en 2026 et une inflation contenue. Mais derrière ces chiffres se trouve un enjeu essentiel : transformer la stabilité macroéconomique en opportunités concrètes pour les agriculteurs, les TPME et les populations. La troisième session du Conseil National du Crédit invite à réfléchir aux conditions d'une croissance véritablement inclusive.

Les chiffres économiques ont leur importance. Ils permettent de mesurer les progrès accomplis, d'évaluer les politiques publiques et de guider les décisions. Au Togo, la croissance projetée à 6,3 % en 2026, contre 6,1 % en 2025, témoigne d'une dynamique économique que le ministre des Finances et du Budget, Es-sowè Georges Barcola, a qualifiée de résiliente.

Les transports, le commerce, les activités portuaires et la Plateforme industrielle d'Adétikopé participent à cette évolution. L'inflation, annoncée à 0,5 % à fin juin 2026, ainsi que la baisse de la dette et la maîtrise du déficit évoquées par le ministre, constituent également des éléments importants du débat économique. Toutefois, une question demeure : comment faire en sorte que ces performances se traduisent durablement par une amélioration des conditions de vie et une plus grande capacité de production des acteurs économiques ?

C'est à cette question que le secteur financier doit contribuer à répondre.

Le crédit ne doit pas être considéré comme une simple opération comptable. Pour un agriculteur, il peut représenter la possibilité d'acquérir des équipements, d'améliorer ses rendements ou de développer une activité de transformation. Pour une TPME, il peut permettre de recruter, d'investir et de conquérir de nouveaux marchés.

L'appel du ministre aux banques à renforcer leur soutien à l'agriculture et aux TPME, notamment grâce à des mécanismes de garantie comme le ProMIFA, souligne une réalité : l'accès au financement demeure une condition importante de la transformation économique.

L'enjeu n'est donc pas uniquement d'augmenter les volumes de crédit, mais de favoriser des financements adaptés aux besoins, aux cycles d'activité et aux capacités de remboursement des bénéficiaires.

Le second point de vigilance soulevé par le ministre concerne la microfinance. Ce secteur occupe une place particulière dans l'inclusion financière, notamment auprès des populations qui rencontrent des difficultés d'accès aux services bancaires classiques.

L'appel à l'exécution stricte des plans de redressement doit être compris comme une exigence de gouvernance, de transparence et de protection des déposants. La confiance ne se décrète pas. Elle se construit à travers des institutions solides, des mécanismes de contrôle efficaces et une gestion rigoureuse des ressources confiées.

La nouvelle feuille de route gouvernementale 2026-2031, évoquée par le ministre Barcola, appelle à une mobilisation des acteurs publics et privés.

L'État, les banques, les institutions de microfinance, les organisations professionnelles et les entreprises ont des responsabilités différentes, mais complémentaires. Le dialogue entre ces acteurs peut contribuer à mieux identifier les obstacles au financement et à concevoir des réponses adaptées.

La vision de « protéger, rassembler et transformer », rappelée par le ministre, prend toute sa portée lorsqu'elle se traduit dans les pratiques économiques et institutionnelles.

Le défi consiste désormais à consolider les acquis, à réduire les obstacles à l'initiative privée et à renforcer les capacités productives des secteurs qui créent des emplois et des revenus.

L'agriculture et les TPME méritent, à cet égard, une attention particulière. Leur développement dépend du financement, mais aussi de l'accompagnement technique, de l'accès aux marchés, des infrastructures et de la prévisibilité de l'environnement des affaires.

La réussite de la transformation annoncée se mesurera autant dans les statistiques nationales que dans les réalités vécues par les entrepreneurs, les agriculteurs et les ménages. C'est à cette condition que la croissance pourra s'inscrire dans la durée et contribuer pleinement aux ambitions de développement du Togo.

M.T

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	52,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

● Source : tresor.economie.gouv.fr

Échanges avec des partenaires institutionnels et financiers

Mission stratégique de la BOAD au Canada et aux États-Unis

Du 14 au 21 septembre 2026, le président de la BOAD, Serge EKUE, a conduit une mission au Canada et aux États-Unis. La tournée a permis de renforcer les échanges avec des partenaires institutionnels et financiers autour des infrastructures, de l'énergie, de l'innovation, du financement climatique et du développement du secteur privé dans l'UEMOA.

• Junior Aredola

Une coopération renforcée avec les partenaires canadiens. La mission du président de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), Serge EKUE, a débuté au Canada par une série de rencontres avec plusieurs acteurs institutionnels et économiques, notamment FinDev Canada, Investissement Québec International, la sénatrice Amina Gerba et Global Affairs Canada. Les échanges ont porté sur le renforcement de la coopération économique et financière ainsi que sur les possibilités de collaboration dans plusieurs domaines stratégiques pour les économies de l'UEMOA. Parmi les secteurs identifiés figurent les transports et les infrastructures numériques, l'énergie et les ressources naturelles, les technologies de l'information et de la communication, l'intelligence artificielle, les technologies vertes, mais également l'agriculture, la santé et la formation professionnelle. La finance climatique et l'appui au secteur privé ont également occupé une place importante dans les discussions.



FinDev Canada

Le Plan stratégique Djoliba au cœur des échanges

Les rencontres au Canada ont aussi permis d'aborder les perspectives de coopération autour du Plan stratégique Djoliba... La Suite (2026-2030) de la BOAD. Cette feuille de route fixe à la Banque un objectif de financement de 6 500 milliards de francs CFA sur la période. La mobilisation de partenaires institutionnels et financiers apparaît ainsi comme un levier important pour accompagner les investissements néces-

saies au développement des économies de l'Union.

Des discussions axées sur les infrastructures aux États-Unis

Aux États-Unis, la délégation conduite par Serge EKUE a poursuivi les consultations avec des représentants du Département du Trésor américain, du Fonds monétaire international (FMI), de la Public-Private Infrastructure Advisory Facility (PPIAF) et de l'US International Development Fi-

nance Corporation (DFC). Les discussions ont notamment porté sur les perspectives macroéconomiques de l'UEMOA, les enjeux de résilience économique et d'intégration régionale. Les possibilités de coopération dans les secteurs des infrastructures, de l'énergie et des ressources naturelles ont également été examinées. Ces échanges s'inscrivent dans la volonté de renforcer les capacités de financement et de préparation des projets structurants dans l'espace communautaire.

L'accent mis sur les partenariats public-privé

Avec la PPIAF, les discussions ont particulièrement porté sur la préparation et la structuration des projets, ainsi que sur le développement des partenariats public-privé (PPP). L'appui technique et le renforcement des capacités ont également été abordés, avec l'objectif de favoriser l'émergence de projets susceptibles de mobiliser davantage de financements privés. Cette approche rejoint les priorités de la BOAD en matière de mobilisation des ressources et d'accompagnement des investissements structurants dans les États membres de l'UEMOA.

Serge EKUE intervient à une table ronde à New York

À New York, le président de la BOAD a participé à la table ronde « The Africa We Build: Regulation, Risk, Reward & Consequences », organisée par l'Africa Finance Corporation (AFC). Son intervention a porté notamment sur la transformation de la NAFAD, d'un concept en une architecture opérationnelle. Trois conditions ont été mises en avant :

l'application du principe de subsidiarité, la constitution de projets bancables et la mobilisation du capital privé africain. Cette intervention a permis de mettre en avant les enjeux liés à la mobilisation des ressources africaines et au financement de projets susceptibles de soutenir le développement du continent.

Une mission en cohérence avec les ambitions de la BOAD

À travers cette mission menée du 14 au 21 septembre 2026 au Canada et aux États-Unis, la BOAD a poursuivi ses échanges avec des partenaires institutionnels, financiers et techniques. Les discussions ont couvert plusieurs priorités du développement de l'UEMOA, notamment les infrastructures, l'énergie, les technologies, l'agriculture, la finance climatique et le financement du secteur privé. Elles s'inscrivent dans la mise en œuvre du Plan stratégique Djoliba... La Suite (2026-2030) et dans l'ambition de la Banque de renforcer la mobilisation des ressources en faveur des économies de l'Union.



Sénat du Canada



Table ronde « The Africa We Build: Regulation, Risk, Reward & Consequences », organisée par l'Africa Finance Corporation



US Department of Treasury

UMOA

L'activité économique reste dynamique au 2ème trimestre 2026

L'économie de l'UEMOA a maintenu un rythme de croissance soutenu au deuxième trimestre 2026, avec un PIB réel en hausse de 6,0%. Dans le même temps, l'inflation est restée faible, tandis que les conditions monétaires et de financement se sont globalement assouplies.

● Wilson Lawson

Une croissance toujours soutenue. L'activité économique au sein de l'UEMOA est demeurée dynamique au deuxième trimestre 2026. Selon le Rapport sur la Politique Monétaire dans l'UMOA de septembre 2026, le PIB réel a progressé de 6,0% en glissement annuel, après une hausse de 6,1% au trimestre précédent. Cette évolution traduit la bonne orientation de l'activité dans l'ensemble des secteurs de l'économie. Malgré le léger ralentissement observé par rapport au premier trimestre, la croissance demeure ainsi à un niveau soutenu.

L'inflation revient en territoire positif

Le niveau général des prix a légèrement augmenté au deuxième trimestre. Le taux d'inflation s'est établi à 0,4% en glissement annuel, contre -0,2% au trimestre précédent. Cette évolution s'explique principalement par deux facteurs. D'une part, les prix de la division « Transport » ont enregistré une contribution de +0,2 point de pourcentage, contre -0,1 point au trimestre précédent. D'autre part, la baisse des prix des produits alimentaires s'est atténuée, avec une contribution de -0,3 point, contre -0,8 point précédemment. L'inflation sous-jacente, qui exclut les produits frais et énergétiques afin de mieux apprécier les tendances de fond des prix, a pour sa part reculé à 0,8%, après 1,3% au premier trimestre 2026.

Le déficit budgétaire poursuit son creusement

Sur le front des finances publiques, les données communiquées par les États font ressortir une



aggravation du déficit budgétaire au premier semestre 2026. Le déficit global, base engagements et dons compris, s'est établi à 2.492,9 milliards de francs CFA, soit 3,4% du PIB, contre 2.355,3 milliards, équivalant à 3,2% du PIB, un an auparavant. Cette évolution intervient alors que les États membres poursuivent la mise en œuvre de leurs politiques publiques et leurs efforts de financement des dépenses inscrites dans leurs budgets.

La balance des paiements se consolide

Les échanges extérieurs ont, en revanche, affiché une amélioration notable. Le solde global de la balance des paiements de l'Union est ressorti excédentaire de 2.483,6 milliards de francs CFA au deuxième trimestre 2026, contre 1.787,5 milliards à la même période de 2025. L'excédent s'est ainsi amélioré de 696,1 milliards de francs CFA sur un an. Cette consolidation provient principalement de la réduction du déficit des transactions courantes. Celui-ci est passé à 0,4% du PIB, contre 2,5% un an plus tôt. Toutefois, cette amélioration a été partiellement atténuée par le recul de 24,6% des entrées nettes de ressources au titre du compte financier, comparativement à leur niveau de la même période de l'année précédente.

Des conditions monétaires plus souples

Le deuxième trimestre 2026 a également été marqué par une détente des

conditions monétaires dans l'Union. Celle-ci s'inscrit dans un contexte d'amélioration de la liquidité bancaire, soutenue notamment par la bonne tenue du secteur extérieur. La réduction de 25 points de base des taux directeurs de la Banque Centrale, intervenue en mars 2026, a également contribué à cette évolution. Sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré, toutes maturités confondues, a diminué de 51 points de base, pour s'établir à 4,0%. Le coût des nouveaux crédits a également légèrement reculé. Le taux débiteur moyen, hors taxes et charges, est passé de 6,70% au premier trimestre à 6,67% au deuxième trimestre 2026.

Détente sur le marché des titres publics

Les conditions de financement des États se sont elles aussi améliorées sur le marché régional des titres publics. Les taux de sortie des bons du Trésor ont diminué de 51 points de base au deuxième trimestre 2026 par rapport au trimestre précédent. Sur le marché obligataire, les conditions de financement sont demeurées favorables, la majorité des États ayant bénéficié d'une détente de leurs rendements. Ainsi, les données du deuxième trimestre 2026 mettent en évidence une économie de l'UMOA caractérisée à la fois par une croissance robuste, une inflation contenue, une amélioration des comptes extérieurs et un assouplissement des conditions monétaires et financières, même si la situation des finances publiques demeure marquée par un déficit budgétaire en hausse.

Togo

La HARC veut mettre de l'ordre dans l'espace numérique

Au Togo, la Haute Autorité de Régulation de la Communication (HARC) veut renforcer l'encadrement de l'espace numérique. L'institution a engagé, mardi 22 septembre 2026, un dialogue avec les créateurs de contenus, influenceurs et gestionnaires de plateformes en ligne, dans le cadre de sa nouvelle mission de régulation des médias numériques.

Cette rencontre vise à mieux faire connaître aux acteurs du web non seulement leurs droits, mais aussi leurs obligations au regard des textes en vigueur qui intègrent les réseaux sociaux dans le champ de compétence de la HARC.

Sensibiliser avant de sanctionner

Dans cette phase de mise en œuvre, l'institution privilégie la prévention. Elle prévoit ainsi un programme de sensibilisation destinés aux blogueurs, YouTubers, Tik-Tokeurs, web-activistes et autres acteurs de l'écosystème numérique. L'objectif est de favoriser la professionnalisation des pratiques et d'amener les créateurs de contenus à mieux maîtriser le cadre juridique applicable à leurs activités. « Les réseaux sociaux sont devenus de véritables espaces d'expression libre. Mais ces mêmes espaces peuvent également être le lieu de diffusion de fausses informations, de manipulation



de l'opinion publique, d'atteinte à la vie privée, de messages de haine ou de propagation de contenus susceptibles d'éroder la confiance dans les institutions », a déclaré Pitalounani Telou, président de la HARC. Pour le régulateur, l'enjeu consiste à concilier la liberté d'expression avec le respect des règles encadrant la communication au Togo.

Vers un contrôle renforcé des réseaux sociaux

À travers cette démarche, la HARC entend également rappeler que les activités exercées sur les plateformes numériques ne sont pas exemptes de règles. Les acteurs

concernés sont appelés à se conformer aux dispositions légales et réglementaires applicables, sous peine de sanctions prévues par les textes. L'institution mise toutefois, dans un premier temps, sur l'information et la sensibilisation pour favoriser une meilleure appropriation de ces dispositions. Cette démarche intervient dans un contexte de montée en puissance des usages numériques au Togo. Pour la HARC, la connaissance du cadre juridique doit permettre aux différents acteurs de développer leurs activités dans le respect de la loi, tout en préservant la liberté d'expression dans l'espace public numérique.

Avec Togo First

Santé

Le Togo se dote d'un guide de surveillance

Au Togo, le gouvernement renforce son dispositif de veille et d'alerte sanitaire. Un guide de surveillance basée sur les événements (SBE) destiné à améliorer la détection et le suivi des événements susceptibles de présenter un risque pour la santé a été validé la semaine dernière à Lomé.

Concrètement, il s'agit d'un outil de formation et d'accompagnement conçu pour les agents de santé communautaire, les points focaux des districts, les responsables des niveaux intermédiaire et national, ainsi que les autres acteurs impliqués dans l'approche « Une seule santé ». Le guide encadre la collecte, le suivi, l'évaluation et l'interprétation d'informations ponctuelles, souvent non structurées, relatives à des événements ou à des risques qui pourraient avoir un impact sur la santé. Il prend en compte des signaux qui peuvent échapper aux circuits classiques de notification. La surveillance basée sur les événements vient donc compléter la surveillance fondée sur les



indicateurs, déjà mise en œuvre. Elle contribuera à détecter plus précocement des situations inhabituelles pouvant constituer les prémices d'une menace sanitaire. « Le lancement de ce guide n'est pas une fin en soi ; c'est le point de départ d'un travail de diffusion, de formation et d'appropriation par l'ensemble des acteurs concernés, à tous les niveaux de notre pyramide sanitaire, du niveau communautaire jusqu'au niveau national », a indiqué le secrétaire

général du ministère de la Santé, Wotobe Kokou. La validation de ce nouveau guide s'inscrit plus largement dans les efforts engagés par le gouvernement pour renforcer le système de santé. Ces dernières années, ces actions ont porté sur plusieurs volets, notamment la construction et la réhabilitation d'infrastructures sanitaires, l'amélioration des équipements et le renforcement des effectifs à travers le recrutement de nouveaux agents. L'objectif est de consolider les capacités du système, aussi bien pour la prise en charge des patients que pour la prévention et la détection des menaces sanitaires.

(Togo Officiel)



UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission

Département du Développement de l'Entreprise, des
Mines, de l'Energie et de l'Economie Numérique

Le Commissaire



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 0006/2026/AMI/DEMEN/UEMOA

POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET DE CONSULTANTS CHARGÉ D'UNE
ÉTUDE DE FAISABILITE ET DE MISE EN PLACE D'UN RESEAU SATELLITE
REGIONAL DANS L'ESPACE UEMOA

1. Dans le cadre de l'exécution de son budget 2026, la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), envisage de recruter un Cabinet chargé de réaliser une étude de faisabilité relative à la création et au déploiement d'un réseau satellite régional dans l'espace UEMOA.

2. L'objectif global :

L'objectif global de la mission est la réalisation d'une étude de faisabilité et de proposer un modèle opérationnel pour la mise en place d'un réseau satellite régional au sein de l'UEMOA.

3. De façon spécifique, la mission du Cabinet consiste à :

- Analyser et évaluer l'état actuel des infrastructures de connectivité dans les États membres de l'UEMOA ;
- Évaluer la faisabilité technique, opérationnelle, économique et financière de la mise en place d'un réseau satellite régional ;
- Analyser les options satellites disponibles avec les exigences techniques minimales et leur adéquation au contexte UEMOA ;
- Analyser le cadre réglementaire et institutionnel applicable aux réseaux et services satellitaires dans les États membres de l'Union et faire ressortir les modalités de mutualisation adaptées ;
- Proposer une architecture technique et un modèle de gouvernance régionale du réseau satellite ;
- Élaborer un plan d'action détaillé pour la mise en œuvre, incluant les étapes clés, les risques et les mécanismes de financement.

4. La durée totale prévue pour l'exécution de la mission est de quatre-vingt-dix (90) jours calendaires.

5. En vue de la constitution de la liste restreinte et pour une Demande de Propositions ultérieure, le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine invite les Cabinets à manifester leur intérêt à fournir les prestations ci-dessus décrites.

6. Les Cabinets intéressés sont invités à produire, dans leurs dossiers de manifestation d'intérêt, toutes références et tous documents permettant d'apprécier leurs expériences et expertises dans ces prestations. Ils devront notamment fournir les informations attestant qu'ils sont qualifiés pour exécuter lesdites prestations (brochures, références relatives à l'exécution de contrats analogues, moyens matériels, expérience dans des conditions semblables, disponibilité des compétences nécessaires, etc.).

7. La Commission de l'UEMOA se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations communiquées.

8. L'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux règles et procédures définies par la réglementation en vigueur à l'UEMOA notamment le Règlement d'exécution n° 001/2020/COM/UEMOA du 24 février 2020 relatif aux règles de passation, d'exécution, de réception et de règlement des marchés des Organes de l'UEMOA.

9. Les appréciations porteront notamment sur l'expérience générale du Cabinet, l'expérience spécifique et la connaissance de la région sur la base des critères ci-après :

Critères d'évaluation	Notes pondérées maximum
1 - « Expérience générale du Cabinet »	30
2 - « Expérience spécifique du Cabinet »	60
3. Connaissance de la région (Etats membres de l'UEMOA)	10
Total des points	100

10. Pour tous renseignements, veuillez contacter :

- M. Amadou Moustapha NDIAYE - Tél. : +226 25 42 50 60, Email : amndiaye@uemoa.int ;
- M. Wendketa Adolphe KABORE - Tél. : +226 25 42 51 34, Email : wakabore@uemoa.int.

Aux jours et heures suivants :

- Du lundi au vendredi, de 07H30 minutes à 12H30 minutes et de 13H30 minutes à 16H30 minutes ;

11. Les manifestations d'intérêt, rédigées en langue française, doivent être fournies sous format papier A4, en trois (03) exemplaires, ainsi que sous format numérique sur clé USB. Elles peuvent être envoyées par la Poste ou déposées au bureau du courrier de la Présidence de la Commission de l'UEMOA, à l'adresse suivante : 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO ; 01 BP 543 Ouagadougou 01 - Burkina Faso au plus tard le vendredi 25 septembre 2026 à 12 heures 30 minutes précises, heure locale.

L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 14 heures au 1^{er} étage du complexe administratif de l'UEMOA sis à Ouaga 2000. Les représentants des cabinets ou des groupements de cabinets devront être munis d'un mandat pour prendre part à l'ouverture des plis.

L'enveloppe contenant la manifestation d'intérêt devra être scellée et porter visiblement la mention : « Manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un Cabinet chargé d'une étude de faisabilité et de mise en place d'un réseau satellite régional dans l'espace UEMOA ».

Le Commissaire chargé de l'interim

Pr Filiqa Michel SAWADOGO

380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO - 01 BP 543 Ouagadougou 01 Burkina Faso - Tél : (226) 25 31 88 73 à 76

Email : commission@uemoa.int - Site Internet : www.uemoa.int - facebook.com/UEMOAOfficielle - twitter.com/UEMOA_officiel - youtube.com/c/UEMOAOfficiel

Safari

Leopard Sands Kruger Park rejoint Autograph Collection

Leopard Sands Kruger Park rejoint Autograph Collection, marquant le premier lodge de safari de la marque en Afrique du Sud. Inspiré par l'expression xitsonga « garin-gani wa garingani » (« laisse-moi te raconter une histoire »), le lodge puise dans les traditions, le savoir-faire artisanal et le patrimoine culturel des communautés tsonga voisines, offrant une perspective unique sur le parc national Kruger et la région environnante.

● Wilson Lawson

Perché sur les rives de la rivière Sabie, à proximité du parc national Kruger et de la porte Paul Kruger, Leopard Sands Kruger Park, Autograph Collection surplombe un tronçon de rivière fréquenté par les éléphants, buffles, hippopotames, crocodiles et une avifaune abondante, avec des vues dégagées s'étendant jusqu'au cœur du parc. « Leopard Sands est notre premier lodge de safari Autograph Collection en Afrique du Sud, et il incarne l'esprit de la région du Kruger à chaque détail », a déclaré Sandra Schulze-Potgieter, vice-présidente, Marques Premium, Select & Midscale, Europe, Moyen-Orient et Afrique, Marriott International. « Des espaces pensés avec soin aux ex-

périences ancrées dans la culture et le patrimoine locaux, chaque détail invite les clients à se connecter plus intimement avec l'une des destinations de faune et de safari les plus célèbres au monde. »

Retraite au bord de la rivière

Leopard Sands propose 18 suites indépendantes conçues pour plonger les hôtes dans les images et les sons du bush africain, chacune dotée d'une piscine à plongeon privée, de douches intérieure et extérieure, ainsi que d'une baignoire îlot. Conçus par Varoom Interiors et Delta Designs, les intérieurs superposent pierre naturelle, bois et textures tissées à du mobilier artisanal, des œuvres d'art locales et des éléments de décoration reflétant les habitants, les lieux et les histoires de la



région du Kruger. Une collection de photographies de léopards signées Safraaz Suliman, l'un des directeurs fondateurs, est présente dans tout le lodge, rendant hommage à l'animal qui a inspiré le nom de Leopard Sands. Le lodge dispose également d'un salon et d'une terrasse d'observation donnant sur la rivière, d'une piscine à débordement surplombant le bush, d'un centre de remise en forme et d'une boutique soigneusement sélectionnée.

Les saveurs du Lowveld

La restauration chez Leopard Sands célèbre les saveurs et les traditions culinaires du Lowveld sud-africain. Au restaurant emblématique du lodge, le Ndlopfu, les hôtes peuvent déguster des plats régionaux tels que le potjie de queue de bœuf servi avec du tihove, un accom-

pagnement traditionnel tsonga, ainsi que des cocktails et mocktails inspirés d'ingrédients locaux, dont le fruit du marula récolté sur la propriété. Le lodge propose également des soirées Boma interactives, où les hôtes se rassemblent autour du feu pour des braais traditionnels, rythmés par la musique, la danse et les contes locaux. Les safaris biquotidiens dans le parc national Kruger demeurent au cœur de l'expérience, des guides experts donnant vie à la faune, à la flore et aux légendes de la région. Les hôtes peuvent également

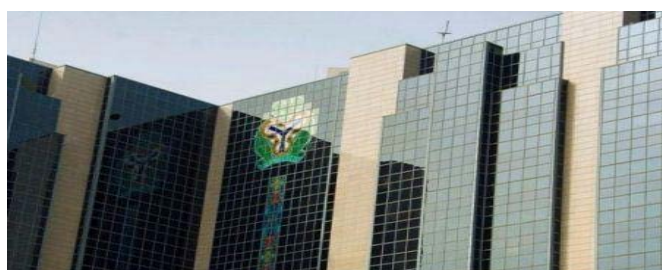
personnaliser leur séjour grâce à diverses expériences optionnelles, allant des vols panoramiques au-dessus du canyon de la rivière Blyde et des visites guidées de la Panorama Route, jusqu'aux visites de centres de réhabilitation de la faune et aux parties de golf au Skukuza Golf Club. De retour au lodge, les hôtes peuvent se détendre grâce à des soins spa privés en chambre, tandis que les projections hebdomadaires de cinéma silencieux en plein air offrent une manière mémorable de clore la journée sous les étoiles.

Nigeria

La Banque centrale abaisse le taux directeur à 23 %

En février 2026, le Comité de politique monétaire de la Banque centrale du Nigeria (CBN) avait abaissé son taux directeur à 26,50 %, avant de le maintenir à ce niveau au cours des mois suivants. Une nouvelle baisse intervient dans un contexte de ralentissement progressif de l'inflation et d'amélioration de plusieurs indicateurs macroéconomiques.

Le Comité de politique monétaire de la Banque centrale du Nigeria (CBN) a décidé d'abaisser son taux directeur de 350 points de base, à 23 %, contre 26,5 % auparavant. C'est ce qu'indique le communiqué de l'institution publié le mardi 22 septembre, à l'issue de la 307e réunion du Comité. Cette baisse intervient après six mois de maintien du taux directeur, en vigueur depuis mars 2026. Cette réduction s'inscrit dans un contexte de désinflation progressive, illustrée par trois mois consécutifs de recul de l'inflation globale. En glissement annuel, celle-ci est ressortie à 15,39 % en août 2026, contre 15,43 % en juillet. La tendance est également visible du côté des prix alimentaires, dont l'inflation est passée de 20,31 % à 19,57 % entre juillet et août. L'inflation sous-jacente a, pour sa



part, reculé de 14,97 % à 13,29 % sur la même période. La CBN souligne surtout que la moyenne mobile sur douze mois de l'inflation globale s'est établie à 16,30 % en août, contre 16,89 % en juillet, marquant vingt mois consécutifs de ralentissement. Parallèlement à la réduction du taux directeur, le Comité de politique monétaire a ajusté le corridor des facilités permanentes à +50/-300 points de base. Il a précisé que « le recalibrage de la fourchette ne constituait pas un changement de l'orientation actuelle de la politique monétaire, mais plutôt un réajustement opérationnel visant

à améliorer l'efficacité de la politique monétaire et à soutenir la transition vers un cadre de ciblage de l'inflation ». Cette décision intervient dans un contexte de progression de l'activité économique. Le produit intérieur brut (PIB) réel a progressé de 4,43 % au deuxième trimestre 2026, contre 3,89 % au premier trimestre, porté principalement par l'agriculture, les services et le secteur pétrolier. Le solde de la balance des paiements s'est également amélioré, passant d'un excédent de 2,38 milliards \$ au premier trimestre à 3,51 milliards au deuxième trimestre 2026.

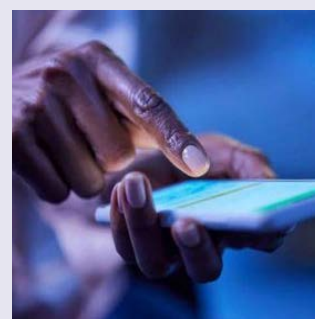
Avec Agence Ecofin

Internet mobile

820 millions d'Africains sont couverts mais restent déconnectés

Le réseau est là, les utilisateurs beaucoup moins. En Afrique subsaharienne, 820 millions de personnes vivent désormais dans une zone couverte par le haut débit mobile sans pour autant l'utiliser, selon la GSMA. Derrière ce gigantesque marché potentiel, le prix des smartphones et des données s'impose comme l'un des principaux verrous à lever.

C'est un paradoxe qui résume à lui seul une bonne partie du défi numérique africain. En Afrique subsaharienne, 820 millions de personnes vivent sous couverture d'un réseau mobile à haut débit, mais n'utilisent pas l'Internet mobile. Elles représentent 66 % de la population de la région, selon l'édition 2026 du State of Mobile Internet Connectivity de la GSMA. À côté, le déficit d'infrastructures paraît presque secondaire : environ 110 millions de personnes, soit 9 % de la population, vivent encore hors de portée du haut débit mobile. Quant aux utilisateurs de l'Internet mobile sur leur propre appareil, ils ne représentent que 25 % de la population. Autrement dit, l'Afrique subsaharienne couvre beaucoup plus qu'elle ne connecte. Le phénomène est mondial, mais il atteint dans la région une ampleur sans équivalent. Sur les 3,4 milliards de personnes qui n'utilisent toujours pas



l'Internet mobile dans le monde, plus de 90 % sont déjà couvertes par un réseau. Le déficit mondial de couverture est tombé à 3 % de la population, tandis que celui d'usage atteint encore 38 %. Pour les opérateurs, l'équation devient plus complexe. Déployer une antenne supplémentaire ne suffit plus nécessairement à gagner un nouvel abonné Internet. La GSMA identifie deux obstacles majeurs parmi les personnes qui connaissent l'Internet mobile mais ne l'utilisent pas : l'accessibilité financière, particulièrement celle du terminal, et le manque de compétences numériques. Le problème du prix des téléphones est d'ailleurs plus fréquemment cité en Afrique subsaharienne que dans les autres régions. Le niveau de revenu donne la mesure du problème. Dans les pays à revenu

faible et intermédiaire, un téléphone d'entrée de gamme permettant d'accéder à Internet représentait, fin 2025, 44 % du revenu mensuel moyen des 20 % les plus pauvres. En Afrique subsaharienne, cette proportion atteignait 76 %. Pour l'industrie, ce retard représente aussi un marché considérable. Le Nigeria concentre à lui seul environ 140 millions de personnes dans ce déficit d'usage, devant l'Éthiopie avec 100 millions, la RDC avec 60 millions et la Tanzanie avec 50 millions. Le Kenya et l'Ouganda en comptent chacun environ 40 millions. Cette réserve de croissance devient d'autant plus stratégique que l'adoption ralentit. En 2025, 160 millions de nouveaux utilisateurs ont accédé à l'Internet mobile sur leur propre appareil dans le monde, contre 190 millions un an auparavant. Une tendance qui place les marchés encore faiblement pénétrés au centre des prochains relais de croissance de l'industrie.

Avec Agence Ecofin



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mardi 22 septembre 2026

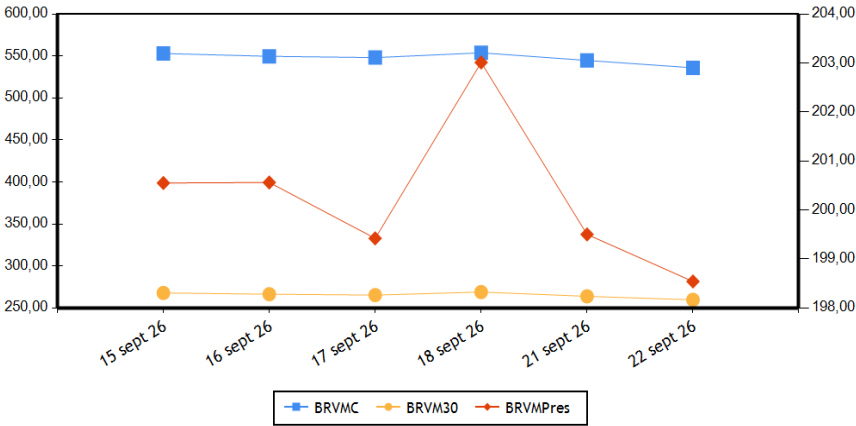
N° 179

BRVM COMPOSITE	535,90
Variation Jour	-1,61 %
Variation annuelle	55,00 %

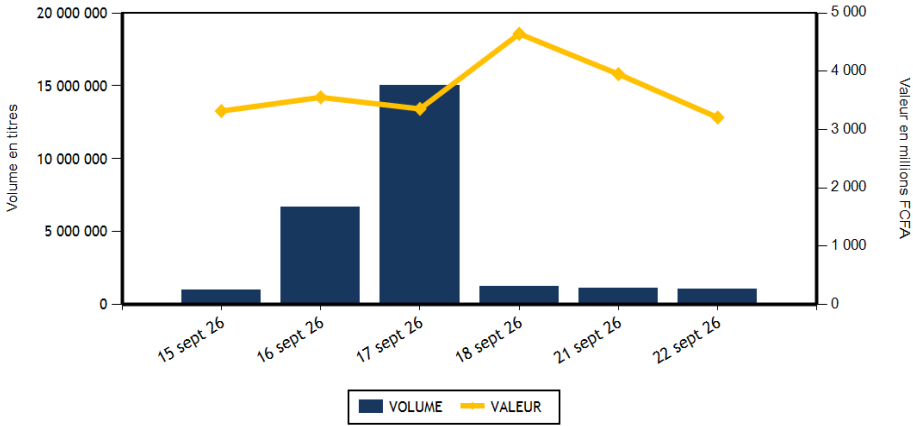
BRVM 30	259,68
Variation Jour	-1,57 %
Variation annuelle	56,21 %

BRVM PRESTIGE	198,54
Variation Jour	-0,48 %
Variation annuelle	37,64 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	20 664 922 477 428	-1,61 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 080 530	-1,58 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	3 171 193 644	-19,45 %
Nombre de titres transigés	45	2,27 %
Nombre de titres en hausse	5	-28,57 %
Nombre de titres en baisse	35	20,69 %
Nombre de titres inchangés	5	-37,50 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	12 999 711 337 096	2,32 %
Volume échangé	3 726	117,01 %
Valeur transigée (FCFA)	36 567 741	157,13 %
Nombre de titres transigés	8	0,00 %
Nombre de titres en hausse	3	200,00 %
Nombre de titres en baisse	2	100,00 %
Nombre de titres inchangés	3	-50,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
AFRICA GLOBAL LOGISTICS CI (SDSC)	2 840	1,43 %	87,46 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	38 495	1,30 %	28,77 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	17 145	0,85 %	7,16 %
SETAO CI (STAC)	2 115	0,48 %	59,62 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	3 955	0,13 %	36,38 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BIIC BN (BICB)	9 250	-7,50 %	85,93 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	2 675	-7,44 %	85,12 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 910	-6,83 %	-13,96 %
SAFCA CI (SAFC)	4 300	-6,72 %	30,11 %
CIE CI (CIEC)	6 300	-6,25 %	166,95 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	198,54	-0,48 %	37,64 %	89 442	2 076 751 870	14,23
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	379,76	-3,01 %	74,48 %	991 088	1 094 441 774	20,61

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	215,81	-1,61 %	62,09 %	1 080 530	3 171 193 644	16,85

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	144,71	-0,71 %	52,49 %	44 792	1 532 045 215	13,74
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	201,07	-0,61 %	16,21 %	46 012	121 122 035	38,59
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	245,23	-2,24 %	68,13 %	901 438	1 149 727 164	15,91
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	270,19	-1,01 %	25,04 %	37 433	203 616 305	9,91
BRVM - INDUSTRIELS	6	212,36	-0,37 %	60,48 %	33 092	76 994 550	124,48
BRVM - ENERGIE	4	171,56	-4,14 %	54,68 %	12 121	44 696 085	20,08
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	265,01	-5,60 %	150,25 %	5 642	42 992 290	24,90

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	16,85
Taux de rendement moyen du marché	6,25
Taux de rentabilité moyen du marché	3,53
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	210
Volume moyen annuel par séance	1 968 900,00
Valeur moyenne annuelle par séance	2 849 372 940,82

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	18,49
Ratio moyen de satisfaction	42,07
Ratio moyen de tendance	227,49
Ratio moyen de couverture	43,96
Taux de rotation moyen du marché	0,10
Prime de risque du marché	0,19
Nombre de SGI participantes	37

Economie

Pour l'OCDE, la France décroche

L'OCDE a légèrement relevé sa prévision de croissance mondiale pour 2026, à 2,9 %, malgré le choc énergétique lié à la guerre au Moyen-Orient. Mais la France fait figure de mauvais élève.

L'économie mondiale résiste. La France, beaucoup moins. Dans ses nouvelles perspectives économiques publiées mercredi, l'OCDE a légèrement relevé sa prévision de croissance mondiale pour 2026, à 2,9 %, soit 0,1 point de plus que dans son estimation de juin. Une révision qui tranche avec celle concernant l'Hexagone : la croissance française est désormais attendue à 0,4 %, contre 0,7 % auparavant. L'écart est particulièrement frappant avec la zone euro. L'organisation table désormais sur une progression de 1 % de son activité cette année, soit 0,2 point de plus que prévu trois mois plus tôt. L'Allemagne, longtemps considérée comme le maillon faible de la zone, bénéficie même d'une nette révision à la hausse, à 1,1 %, contre 0,7 % précédemment. La France décroche donc au moment où son principal partenaire économique retrouve un peu d'élan. « La croissance économique mondiale a ralenti mais est restée résiliente », constate globalement l'OCDE. Après 3,4 % en 2025, l'économie mondiale devrait certes ralentir à 2,9



• Pour l'OCDE, le choc provoqué par la guerre au Moyen-Orient s'est jusqu'ici révélé moins violent que redouté. IMAGO/Joa Souza via Reuters Conn

% cette année, sous l'effet de l'énergie plus chère et de prix qui érodent le pouvoir d'achat. Mais le choc provoqué par la guerre au Moyen-Orient s'est jusqu'ici révélé moins violent que redouté.

La France n'a plus beaucoup de marge

Plusieurs facteurs ont permis à l'économie mondiale d'amortir la flambée énergétique. L'OCDE cite « les mesures de soutien gouvernemental discrétionnaires, le recours partiel à des matières premières de substitution (comme le charbon, NDLR), l'augmentation de l'offre ne provenant pas des économies du Golfe et les prélèvements dans les stocks de pétrole ». Un

autre moteur joue un rôle inattendu : l'intelligence artificielle. L'OCDE souligne « le dynamisme persistant des activités liées à l'intelligence artificielle (IA) », qui continue de soutenir l'investissement, notamment aux Etats-Unis. Mais la France dispose de moins de marges de manœuvre pour absorber de nouveaux chocs. Ses finances publiques sont déjà sous pression, tandis que le coût de son endettement augmente. Les taux d'emprunt à long terme de l'Etat français évoluent autour de 4,5 %, leur niveau le plus élevé depuis au moins quinze ans. Cette situation complique d'autant plus l'équation budgétaire que l'OCDE recommande aux gouvernements de continuer à soutenir temporairement les ménages et les entreprises exposés aux prix de l'énergie, tout en maîtrisant davantage la dépense publique. Pour la France, le problème est donc double : elle affiche une croissance faible au moment même où sa situation budgétaire limite sa capacité à soutenir l'activité.

LT (avec AFP)

Entreprise

L'équipementier Valeo gagne 28% en Bourse

La banque a relevé son conseil sur le groupe, passant à "acheter" contre "conserver". Jefferies juge que la société est bien parée pour résister à la faiblesse du marché chinois mais se montre prudente sur sa diversification vers les centres de données.

Valeo constitue un cas totalement singulier dans un secteur automobile en pleine morosité en Bourse. L'action de l'ex-pensionnaire du CAC 40 - il en est sorti en 2018 - bondit de 28% sur l'ensemble de 2026, alors que dans le même temps l'indice paneuropéen Stoxx Europe 600 Automobile and Parts plonge de 18%. L'équipementier automobile présent dans de nombreux segments (éclairage, systèmes de propulsion, systèmes d'assistance à la conduite, de navigation de bord, solutions de gestion thermique) a surtout été aidé par sa coloration



"IA". Au printemps, la direction de la société a opéré une vaste campagne de communication pour sensibiliser le marché sur ses opportunités dans les centres de données, via notamment ses systèmes de refroidissement, ainsi que dans les systèmes de stockage d'électricité par batteries (BESS). Autrement dit, l'équipementier a présenté sa stratégie visant à conquérir des clients dans des marchés porteurs et surtout hors de l'automobile. L'initiative a

fait mouche sur le marché, et l'action Valeo a grimpé de plus de 24% en deux séances début juin.

La meilleure "valeur IA" dans l'automobile

"Il est apparu clairement que les activités liées aux centres de données en sont encore à un stade précoce, mais que Valeo dispose de certaines compétences internes en électronique et en gestion thermique qui pourraient s'appliquer aux marchés des systèmes de stockage d'énergie par batterie (BESS) et des centres de données", expliquait Citi en juin.

©2026 BFM Bourse

1 milliard d'euros de prises de commandes

Vusion apaise en partie les craintes liées à la fin de son contrat avec Walmart

Le spécialiste français des étiquettes électroniques a dévoilé l'intégralité de ses performances financières au titre de son premier semestre. Vusion a réaffirmé l'ensemble de ses perspectives pour l'année en cours.

Sur le plan commercial, Vusion est gratifié de la confiance de ses clients. Au premier semestre, le spécialiste des étiquettes électroniques a enregistré une forte croissance de ses revenus, portée par un accord d'exclusivité signé en début d'année avec le distributeur Carrefour, qui a fait appel au savoir-faire du groupe français pour donner un coup de jeune à ses magasins. Sur la période, l'activité de Vusion a aussi bénéficié de la poursuite du déploiement de la solution EdgeSense chez Walmart, dont la finalisation est prévue d'ici la fin de l'année. La capacité de la société à maintenir ses revenus avec la fin de la phase existante de ce très gros contrat avec le géant américain de la distribution a suscité beaucoup d'inquiétudes chez les investisseurs et les analystes. En juillet, Alphavalue avait prévenu que Vusion connaîtrait une baisse de son activité en 2027 tout en consommant lourdement de la trésorerie cette année.

Une rentabilité supérieure aux attentes

En ce mois de septembre, le marché attendait de prendre connaissance de



l'intégralité des comptes de l'ex-SES-imagotag au titre de son premier semestre, avec la rentabilité comme principal point de vigilance. Le groupe a répondu aux attentes du marché. À la Bourse de Paris, l'action Vusion bondit de 13,25%, vers 11h30 ce mardi 22 septembre, pour pointer largement en tête du SBF 120. Au premier semestre 2026, le spécialiste des étiquettes électroniques a enregistré un résultat brut d'exploitation (*Ebitda) qui a bondi de 48% à 160 millions d'euros, pour un chiffre d'affaires déjà publié en juillet de 836 millions d'euros, en hausse de 29% sur un an. Pour son indicateur clé de performance, Vusion a réalisé une "très bonne performance", selon Stifel, qui projetait un Ebitda ajusté de 149 millions d'euros. La marge correspondante s'est ainsi établie à 19,1% contre 16,7% au premier semestre de 2025, soit une amélioration de 2,4 points de pourcentage.

Une importante décote

Ces résultats ne se retrouvent pas dans la génération de trésorerie, remarque Allinvest Securities. La société a brûlé 222 millions d'euros de cash au premier semestre, subissant les fins de livraison chez Walmart. Le bureau d'études rappelle que le premier distributeur mondial avait réalisé de nombreux acomptes qui avaient bénéficié à Vusion ces dernières années. Retraité de cet élément, Stifel note que le flux de trésorerie disponible est positif au premier semestre, à hauteur de 53 millions d'euros. La situation financière reste confortable, avec une trésorerie nette hors norme comptable IFRS 16 de 41 millions d'euros, remarque de son côté, Allinvest Securities. Vusion confirme l'ensemble de ses objectifs financiers annuels et vise une croissance de son chiffre d'affaires ajusté entre 15 et 20% (à taux de change et droits de douane constants), ainsi qu'une expansion de la marge d'Ebitda ajusté de plus de 100 points de base (1 point de pourcentage). Stifel apprécie aussi le "ton optimiste" adopté par Vusion lors de sa conférence téléphonique de lundi soir.

©2026 BFM Bourse

Gisement inexploité

Totalenergies va investir 800 millions USD au Nigeria

Au large du Nigeria, le champ gazier d'Ima a été découvert cinquante ans auparavant mais n'a jamais été exploité jusqu'à présent. Le géant français Totalenergies va y investir 800 millions de dollars pour démarrer une production dès 2028.

Le géant pétrolier français Totalenergies a annoncé ce mercredi investir 800 millions de dollars pour développer un projet gazier au large du Nigeria. Le Nigeria est le premier producteur de pétrole du continent et l'un des principaux pays où Totalenergies, troisième acteur mondial du GNL, produit des hydrocarbures. À son arrivée au pouvoir en 2023, le président nigérian Bola Tinubu a promis d'augmenter la production pétrolière du pays le plus



peuplé d'Afrique, qui était tombé à moins d'un million de barils par jour. Cette production atteignait 1,6 millions de barils en août dernier, se rapprochant des deux millions souhaités par le gouvernement d'ici 2027. Ce projet doit permettre la connexion du champ gazier d'Ima à l'usine de liquéfaction de

gaz naturel Nigeria LNG situé à Bonny, près de Port Harcourt, dans le Delta du Niger, via un gazoduc de 22 kilomètres. "Le démarrage de la production est attendu en 2028, avec un plateau de 350 millions de pieds cubes par jour", a déclaré Totalenergies dans un communiqué mercredi.

©2026 BFM Bourse

Intelligence Artificielle

Les femmes laissées en marge d'une révolution qui façonne l'avenir

Alors que le débat public se concentre souvent sur les menaces que l'intelligence artificielle (IA) pourrait faire peser demain sur l'humanité, ses conséquences sont déjà bien réelles pour les femmes et les filles.

Un nouveau rapport d'ONU Femmes, présenté à New York en marge de la semaine du débat général de l'Assemblée générale des Nations Unies, montre que les inégalités entre les sexes se reproduisent dans l'ensemble de l'économie de l'IA : de la conception des technologies à leur utilisation, en passant par les postes de direction.

Une technologie façonnée principalement par des hommes

À l'échelle mondiale, les femmes ne représentent qu'environ 22 % des professionnels de l'intelligence arti-



● © Adobe Stock/Metamorworks Un nouveau rapport d'ONU Femmes montre que les inégalités entre les sexes se reproduisent dans l'ensemble de l'économie de l'IA : de la conception des technologies à leur utilisation, en passant par les postes de direction.

ficielle. Autrement dit, près de huit emplois sur dix dans ce secteur sont occupés par des hommes. L'écart est encore plus marqué aux postes de décision. Les femmes détiennent moins de 14 % des fonctions dirigeantes dans ce domaine. Près de neuf responsables sur dix qui orientent le développement de cette technologie sont donc des hommes. Alors que l'intelligence artificielle transforme les économies, les sociétés et la vie quotidienne, la participation égale des femmes est essentielle à sa conception,

à sa gouvernance et à sa réglementation, a-t-elle insisté. « Si les femmes sont exclues, les inégalités d'aujourd'hui risquent d'être intégrées aux systèmes de demain », a-t-elle ajouté.

Un accès également inégal

Les femmes ne sont pas seulement sous-représentées parmi les personnes qui conçoivent et dirigent ces technologies. Elles sont aussi moins nombreuses à les utiliser. Selon le Gender Snapshot 2026, elles ont environ 20 % de chances en moins que les hommes

d'utiliser des outils d'intelligence artificielle générative. Ce fossé risque de limiter leur accès aux nouvelles compétences, aux emplois émergents et aux possibilités économiques créées par l'IA. Dans le même temps, elles figurent parmi les plus exposées aux bouleversements que cette technologie pourrait provoquer sur le marché du travail. D'après l'Organisation internationale du Travail (OIT), les professions majoritairement occupées par des femmes sont presque deux fois plus susceptibles d'être affectées par l'IA générative

que celles où les hommes prédominent.

La violence en ligne amplifiée par l'IA

L'intelligence artificielle contribue également à accroître l'ampleur, la rapidité et la gravité des violences facilitées par les technologies. Elle peut reproduire les stéréotypes sexistes et renforcer les discriminations structurelles, notamment à l'encontre des femmes engagées dans la vie publique. Une étude d'ONU Femmes révèle que près d'un incident sur quatre de violence en ligne visant des défenseuses des droits humains, des militantes ou des journalistes impliquait l'utilisation de l'intelligence artificielle.

Empêcher que les inégalités ne deviennent permanentes

À l'occasion de la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale, ONU

Femmes appelle les gouvernements, les partenaires du développement et les entreprises technologiques à agir avant que ces déséquilibres ne s'enracinent davantage. L'agence onusienne leur demande de renforcer la réglementation et les mécanismes de protection, de garantir une participation égale des femmes au développement de l'intelligence artificielle et aux décisions qui l'encadrent, et de répondre aux risques particuliers que ces technologies font peser sur les femmes et les filles. L'enjeu ne consiste donc pas seulement à rendre l'intelligence artificielle plus inclusive. Il s'agit de déterminer qui pourra façonner les technologies de demain — et d'éviter qu'elles ne reproduisent, à grande échelle, les inégalités du monde d'aujourd'hui.

Avec news.un.org

HOROSCOPE finance

Bélier Vous sentirez votre besoin d'argent de façon plus aiguë que jamais, et vous vous poserez des questions sur les moyens d'arrondir vos fins de mois. Il n'existe pas de recette pour vous en sortir vite et sans efforts, et qu'il serait stupide de gaspiller vos deniers pour engraisser ces charlatans qui vous proposent des combinaisons biscornues. En fin de compte, une bonne organisation, de la persévérance et des efforts bien dirigés sont pour vous la seule combinaison toujours gagnante.

Taureau Quelques-uns d'entre les natifs du signe profiteront de cette journée pour organiser au mieux leur situation financière. Il n'est pas exclu que vous bénéficiiez d'un héritage ou d'un don inattendu ; essayez de ne pas le dilapider uniquement pour vos plaisirs passagers !

Gémeaux Mercure veillera avec sollicitude sur vos gains et votre bien-être matériel. Changement positif dans ce domaine, le plus souvent en relation avec une promotion professionnelle impliquant de plus grandes responsabilités. Tâchez de vous montrer à la hauteur de la confiance qu'on aura placée en vous.

Cancer Ne vous contentez pas de réaliser uniquement des opérations financières à court terme ou encore, si vous jouez en Bourse, d'opter uniquement pour l'audace au détriment de la sécurité. Autrement, vous risquez de vous retrouver face à de sérieuses difficultés. Il vous faudra voir plus loin que le bout de votre nez.

Lion Le manque de sérieux et de rigueur dans la gestion de votre situation matérielle ne se pardonnerait pas ! Sans aller jusqu'à vous serrer la ceinture et imposer un programme de restrictions draconien à votre famille, vous aurez intérêt à limiter les dépenses superflues et à ne pas trop vivre au jour le jour. Evitez aussi soigneusement de vous lancer à l'aveuglette dans des opérations financières hasardeuses ou de tenter des coups de poker.

Vierge Côté finances, vous aurez de la chance et de belles rentrées d'argent. Vous mènerez à bien des transactions importantes ou des négociations dont vous attendez beaucoup. Habile et compétent, vous défendrez vos intérêts avec panache. Mais vous serez tenté de dépenser tout l'argent que vous aurez gagné !

Balance Grâce au coup de pouce de Neptune, votre situation financière aura tendance à s'améliorer assez sensiblement. Méfiez-vous cependant de votre meilleur ami, qui pourrait vous entraîner à la dissipation tout en vous voulant sincèrement du bien. Rappelez-vous que "les dissipateurs sont les frères de Satan" (le Coran).

Scorpion Vous réfléchirez longuement avant d'opter pour tel ou tel mode de placement. Mais avant la fin de la journée, vous pourrez vous lancer dans une opération financière de grande envergure, engageant d'importants capitaux. Le climat astral vous secondera.

Sagittaire Attaquez-vous, dès le début de la journée, aux problèmes financiers qui vous empêchent d'équilibrer votre budget. Sans quoi vous risquez d'avoir bientôt de très mauvaises surprises.

Capricorne Vous aurez sans doute des choix financiers importants à faire. Ne vous décidez pas à la légère. Pour certains natifs, cet impact de Mercure se traduira par une profonde remise en question de leur attitude vis-à-vis de l'argent. Soit vous vous en désintéresserez, soit, au contraire, vous consacrerez toute votre énergie à en gagner davantage.

Verseau Trois astres, pas très gentils, se liguieront. Leur impact combiné peut se révéler dangereux sur le plan financier. Manque de prévoyance, impulsivité, dépenses imprévues et importantes pourront vous déséquilibrer. Reste que quelques natifs sauront profiter de cet impact planétaire pour tenter leur chance et réussir une opération très rentable.

Poisson Bonne journée pour effectuer des transactions financières ou des opérations immobilières de grande envergure. Grâce au Soleil en bel aspect, vous serez en mesure de réaliser d'excellentes affaires.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/21/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Agoè Assiyé non loin de la Poste
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT
Nicole ESSO

Vivien ATAHPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

CHEZ VOUS **TOGO**

VOTRE AGENCE DE COMMUNICATION

Editeur de **L'Economiste du Togo**

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo . REC N° 0650/07/09/22/HAAC

- NOS SERVICES -



IMPRESSION



CARTE DE VISITE



ETIQUETTES



BÂCHE, VYNIL



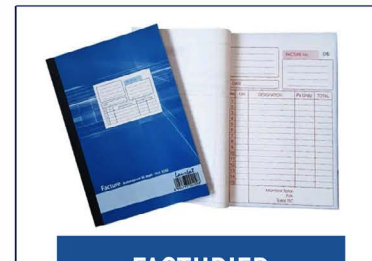
DECOUPE



PRINT CASQUETTE



BROCHURE



FACTURIER



CALENDRIER



FLYERS A4,A5....



CATALOGUE



PRINT T-SHIRT

CHEZ VOUS Togo



AGOE ASSIYEYE NON
LOIN DE LA POSTE



97190623 / 97787907
92109353 / 91198753

Site: www.leconomistedutogo.tg
Email: contact@leconomistedutogo.tg
Siège: Agoè Assiyéyé non loin de la poste

... L'économiste du Togo, le journal des décideurs ...

Bas-Mono

Le collège des notables installé à Attitogon

Le collège des notables du canton d'Attitogon, chef-lieu de la commune Bas-Mono 2, a été installé, le samedi 19 septembre dans la localité.

La cérémonie s'est déroulée sous la présidence du chef canton, Togbui Yaovi Kouakou Assiatahoun VIII. Le collège est constitué de 16 personnes ressources des quartiers, reconnues pour leur sagesse, engagement, responsabilité et participation aux travaux communautaires. Il a pour mission d'accompagner le chef canton dans sa mission, de rassembler les populations des quartiers autour des idéaux de paix et de cohésion sociale. Il a également pour rôle de coordonner les actions dans les quartiers et de travailler de concert avec le chef canton pour le développement socio-économique, durable et harmonieux du canton. La cérémonie a été marquée



par la remise des chapes et des attestations aux récipiendaires. Togbui Yaovi Kouakou Assiatahoun VIII a rappelé que la mise en place du collège des notables répond à la volonté de rapprocher la chefferie traditionnelle de la base et de rendre plus efficace l'action communautaire. Il a invité les notables à faire preuve de disponibilité, d'impartialité et de sens de l'écoute. Togbui Assiatahoun VIII a exhorté les comités de développe-

ment à la base à travailler en collaboration avec les notables, tout en favorisant le vivre ensemble, unité et la cohésion sociale pour le développement inclusif du milieu. Les notables ont exprimé leur gratitude au chef canton pour la confiance placée en eux. Ils ont pris l'engagement de servir loyalement Attitogon en se mettant au service de toute la population.

Avec ATOP/DK/SED

Cinkassé / paix et vivre ensemble

Le monument de l'union inauguré à Timbou

Un monument dédié à l'unité, érigé à Timbou dans la commune Cinkassé a été inauguré, le vendredi 18 septembre par le préfet de Cinkassé, colonel Yanani Tiékabe.

Ce monument est l'œuvre de l'ONG Youth Awake avec l'appui financier du ministère fédéral allemand des Affaires étrangères à travers le programme IFA/ZIVIK. Il s'inscrit dans de la phase 2 du projet « Renforcement de l'inclusion et de la résilience des jeunes et des femmes pour lutter contre l'extrémisme violent et le terrorisme tout en promouvant l'harmonie sociale et la cohésion durable ». Le joyau représente un soldat et un jeune civil qui s'embrassent, symbole de l'union entre la force publique et la population civile, condition première de la paix. Le préfet de Cinkassé a souligné l'importance du message que véhicule ce monument dans la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme dans le pays en général et la région des



Savanes en particulier. Col Yanani Tiékabe a invité la population de Timbou à entretenir l'ouvrage pour les générations futures. Le président du conseil d'administration de l'ONG Youth Awake, Dambré Sibidi a fait savoir que ce monument constitue un véritable outil de sensibilisation. Il rappelle selon lui, aux citoyens que la paix n'est jamais définitivement acquise, qu'elle se construit et se consolide chaque jour à travers le dialogue, le respect des différences, la solidarité, le rejet de la violence et la participation de tous à la

vie de la communauté. M. Dambré a souhaité que ce monument demeure pour les générations présentes et futures, un symbole d'unité, de fraternité et de coexistence pacifique. Le concepteur de ce monument, Tiem Sounguedjoi a indiqué que l'ouvrage a été conçu pour incarner l'harmonie nationale, la solidarité entre les forces de sécurité et la population civile, ainsi que l'attachement aux valeurs de paix et de la cohésion sociale propres à la région des Savanes.

ATOP/BB/JK

Journée internationale de la paix

Les médias sensibilisés à la lutte contre la discrimination religieuse

Le ministère de la Justice et des Droits humains (MJDH), à travers la Direction de la prévention des conflits, a organisé, le lundi 21 septembre à Lomé, un atelier de partage et d'échanges sur la lutte contre la discrimination et l'intolérance fondées sur les croyances religieuses, à l'intention des professionnels des médias.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la paix, placée cette année sous le thème: « Investir dans la paix: pour tous, partout, chaque jour ». Elle vise à renforcer la contribution des médias à la protection de la liberté de religion ou de croyance et à la prévention des tensions liées aux convictions religieuses. Les échanges ont notamment porté sur le droit à la liberté de croyance et de religion, le cadre d'exercice des cultes au Togo ainsi que le rôle des médias dans la lutte contre la discrimination et l'intolérance religieuses. Le représentant du Garde des sceaux, ministre en charge de la Justice, M. Talim Anatère, a souligné que la paix constitue « un chantier permanent, une ambition collective et une responsabilité partagée ». Il a estimé qu'investir dans la paix revient à en faire un engagement humain, moral et social devant bénéficier à tous, sans distinction. Sur le plan juridique, il a rappelé les dispositions de la Déclaration solennelle des droits et devoirs fondamentaux, annexée à la Constitution de la Ve République. Selon lui, l'ar-



ticle 3 proscrit toute forme de discrimination, tandis que l'article 4 garantit la liberté de croyance, de conscience et de culte dans le respect de l'ordre public. M. Talim a relevé le rôle important des médias dans la construction des représentations et l'évolution des comportements. Il les a invités à faire preuve de rigueur, d'équilibre et de vérification des faits, tout en rejetant les discours d'intolérance et de haine. Pour sa part, la directrice de la prévention des conflits, Mme d'Almeida Pauline épouse Dokou, a rappelé que « la paix ne se décrète pas, elle se construit » à travers le dialogue, le respect de l'autre, l'acceptation des différences et le refus de l'exclusion. Elle a souligné que la diversité des convictions religieuses constitue un atout pour la société lorsqu'elle s'exprime dans le respect mutuel. Elle a toutefois mis en garde contre les risques de rejet, de stigmatisation et

de discrimination, susceptibles de fragiliser la cohésion sociale et de créer des tensions. Mme Dokou a également insisté sur la responsabilité éthique et civique des médias. Elle a relevé qu'à travers les reportages, analyses, émissions et contenus numériques, la presse contribue à façonner la conscience collective et les opinions. « La paix se construit aussi avec les mots. Un mot peut diviser, mais un mot peut également rapprocher », a-t-elle déclaré. Mme Dokou a exhorté les professionnels des médias à faire de leurs productions des outils de lutte contre les préjugés et de promotion de la compréhension entre les différentes communautés. Le gouverneur du District autonome du Grand Lomé (DAGL), Mme Zouréhatou Kassah-Traoré, a pris part à la séance d'ouverture.

Avec ATOP/SED/MG

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres			
DEVELOPPEMENT ET INEGALITES		INFRASTRUCTURES	
PIB/habitant (PMA, 2023)	1 001 USD	Taux d'accès à l'électricité (BP, 2023)	57,2%
Classement IDH (PNUD, 2022)	163/174	Taux d'accès aux services d'assainissement de base (BP, 2022)	71%
Coefficient de GINI (BP, 2023)*	37,5	Classement Afrique développement index (BAFO, AIDI 2022)	43/54
Part de la population vivant de moins de 2,15 USD par jour (BP, 2022)	26,6%	dont Transport inclusif	29/54
Taux d'alphabétisation des adultes (BP, 2019)	67%	Taux d'abonnement à la téléphonie mobile (BP, 2022)	74%
Nombre moyen d'enfants de moins de 5 ans (2022)	5,6	Part de la population utilisatrice d'Internet (BP, 2022)	30%
Part de l'emploi vulnérable (BP, 2022)	71%	Indice de performance logistique (BP, 2023)*	2,6
Part de la population urbaine vivant dans des bidonvilles (BP, 2020)	39%		
APD nette par habitant (BP, 2022)*	49 USD		
Taux d'indépendance financière (BP, 2023)**	49,6%		
SANTÉ ET SECURITE ALIMENTAIRE		Classements d'indicateurs de gouvernance	
Nombre de médecins pour 1 000 habitants (OMS, 2014-2023)	0,08	Transparency International 2023	126/180
Cot estimée de pollution pour 1 000 habitants à risques (OMS, 2022)	2,91	Pisio Ibrahim 2023	22/54
Prévalence de la sous-alimentation dans la population totale (FAO, 2021-2023)	12,8%	Reporters sans frontières 2024	113/180

BRVM

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Afrique de l'Ouest

APPEL À CANDIDATURES

PRIX DE LA RECHERCHE DU 30^{ÈME} ANNIVERSAIRE DE LA BRVM

DATE LIMITE
DES SOUMISSIONS**15 OCT. 2026**Publication des résultats
15 novembre 2026Cérémonie de remise du Prix
18 décembre 2026

Dossiers de candidature

prixrecherchebrvm30ans@brvm.org

avec pour objet

« Prix de la Recherche, 30 ans de la BRVM »

Infoline

+225 07 77 74 48 33